

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 333 - VENDREDI 22 SEPTEMBRE 2017

## LE POIVRIER

Je fus quelques temps "sans-dents".  
Aujourd'hui, me voici "fainéant".  
Une promotion ? Évidemment !

## AGENDA MILITANT

→ 28 sept.- 3 oct.

Vaux-en-Velin/Paris [Les coopératives d'habitants en Uruguay](#)

→ 30 sept. - 1er oct.

Paris [Un village Alternatiba](#)

→ 5 octobre

Montluçon [Deuxième rencontre de l'Atelier de Montluçon](#)



## À LIRE SUR

[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Culture

[Dictionnaire critique des biens communs, Politique et culture au temps du Front populaire](#)

→ Territoires

[L'héritage de la colonisation française](#)

→ Travail Salarial

[Vers la constitution d'un mouvement autogestionnaire mondial ?](#)

→ Video

[Un autre code du travail est-il possible ?](#)

## Cessons de tout gâcher : construisons !

Sommes-nous condamnés à ne pas nous entendre, nous qui souhaitons faire la révolution ? L'actualité pourrait le laisser croire, après une période électorale où, « *dans le même temps* », la gauche radicale a fait son meilleur score du siècle avec Jean-Luc Mélenchon, et la gauche dans son ensemble son plus mauvais score depuis 1936. Faut-il se laisser aller, entre nous, à une guerre des boutiques, des petites phrases assassines, des méfiances mutuelles paralysantes ? J'ai la naïveté de penser qu'il nous faut éviter ce piège.

Aucune organisation aujourd'hui n'est la forme aboutie de l'organisation utile pour cette révolution citoyenne que nous appelons de nos vœux. FI, le PCF ou Ensemble peuvent le prétendre, mais ce n'est pas la réalité. Reconnaissons cependant à FI sa capacité à marquer les consciences dans une période où ni Ensemble !, ni le PCF n'en sont capables.

Devons-nous passer notre temps à décrire la paille dans l'œil du voisin, ou à travailler les convergences, dépasser les rancœurs qui n'ont de sens qu'entre nous et non dans le travail militant avec les citoyennes et les citoyens. S'engager dans une concurrence partidairiste est mortifère pour tout le monde. Cherchons le dépassement par le haut !

La force de l'addition de la fraîcheur et de la combativité des groupes FI et GDR à l'Assemblée nationale est utile à toutes et tous. Notre capacité à dépasser les oppositions pour construire sur le terrain des convergences d'idées, d'actions, de débats peut permettre de dépasser les obstacles, redonner de l'horizontalité au mouvement émancipateur. Notre participation aux initiatives des uns et des autres est utile pour marquer cette volonté d'unir sur un objet commun de lutte.

Faisons des expériences de militances communes, sans d'autres arrières pensées que de faire gagner le peuple en lui permettant de maîtriser le "cours des choses". Cette expérience commune sera utile pour construire du commun !



● Patrice Leclerc

Maire de Gennevilliers, conseiller général des Hauts-de-Seine

**Menaces.** Un événement de ce mardi 19 rentrera peut-être dans l'Histoire, alors qu'il est resté largement sous-estimé. Lors de son premier discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, Donald Trump a déclaré : « *Les États-Unis ont beaucoup de force et de patience. Mais si on les pousse à se défendre ou à défendre leurs alliés, nous n'aurons pas d'autre choix que de détruire totalement la Corée du Nord.* » Et, s'agissant de l'Iran : « *Nous ne pouvons pas laisser un régime meurtrier continuer ses activités déstabilisatrices [...] et nous ne pouvons pas respecter un accord s'il sert à couvrir l'éventuelle mise en place d'un programme nucléaire* », alors même que les experts de l'ONU estiment que le pays respecte globalement ses engagements. Est-il déjà arrivé qu'un chef d'État évoque ainsi la possibilité de tuer des millions de personnes ? De plus, Trump a été l'un des seuls intervenants à ne pas parler des risques liés aux changements climatiques.

**Honte.** Dans une intervention prononcée de la capitale de la Birmanie, Naypyidaw, Aung San Suu Kyi a fait mine de s'inquiéter de la situation des musulmans qui ont fui au cours des dernières semaines, par centaines de milliers, l'épuration ethnique par l'armée birmane, vers le Bangladesh (Voir *Cerises* [ici](#)). Contestant l'existence de preuves d'exactions criminelles, la prix Nobel de la paix (sic) et actuelle ministre des Affaires étrangères a eu ces propos cyniques : « *On parle toujours de ceux qui ont fui, mais pas de ceux qui sont restés et ne sont pas à couteaux tirés avec leurs voisins* », estimant que « *50 % des villages* » seraient intacts. Elle a même évoqué la possibilité d'un retour des réfugiés, sous réserve d'une « *vérification de citoyenneté* » alors qu'en général les Rohingyas ne disposent pas de la citoyenneté.

**Ébullition.** La Catalogne est en effervescence, après l'arrestation de plusieurs membres de l'exécutif régional impliqués dans l'organisation d'un référendum d'autodétermination combattu par le gouvernement conservateur espagnol et interdit par la Justice. La situation est d'autant plus tendue que l'économie de la région a été mise sous tutelle de l'État. Pablo Iglesias (Podemos) a dénoncé : « *Je ne veux pas qu'il y ait en Espagne des prisonniers politiques, alors qu'un parti politique corrompu parasite les institutions* », la maire de Barcelone, Ada Colau, dénonce de son côté un « *scandale démocratique* ». À suivre.



**Succès.** Ce jeudi soir, les médias entonnent le chant du cygne pour le mouvement contre la nouvelle loi travail, en raison du tassement de la participation à certaines des manifestations syndicales

## Images de la semaine



**PMA, GPA**  
entre recul et timide avancée.

(Photos : APLG)

du jour. Prochaine étape, ce samedi, avec la manif nationale contre le "coup d'État social" de Macron.

**Grève générale.** Alors que l'agenda des manifestations se noircit davantage de jour en jour, les uns estiment que cette profusion serait nuisible car synonyme d'éparpillement quand il faudrait au contraire "taper un bon coup". Disons plutôt qu'il faudra sans doute de nombreux coups pour faire reculer le gouvernement, que la mise en mouvement de nouvelles catégories de salariés, et notamment des fonctionnaires avec le 10 octobre une grève à l'appel de tous les syndicats, est une bonne nouvelle. Et qu'il faudrait un blocage du pays pour arriver à ce que la réforme du code du travail soit retirée. Il n'existe pas de bouton sur lequel appuyer pour déclencher une grève générale ? Mais, une grève générale, c'est bien ce qu'il faudrait !

**Calamiteux.** Lors d'un discours à Toulouse le 11 septembre, le PDG de la France a annoncé qu'il entend « *libérer la construction* » de logements sociaux, grâce à une « *réduction des exigences des normes environnementales et sociales* ». Et d'ajouter : « *On me dira que je ne respecte pas l'environnement, ou parfois le handicap, parfois ceci ou cela. Mais il faut du pragmatisme* ». Le même Emmanuel Macron entend se faire le champion de l'accord de Paris sur le climat, face à Trump, qui hésite encore à retirer la signature des États-Unis. À part ça ? Nicolas Hulot est toujours ministre de l'Environnement.

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Klintz,  
Philippe Stierlin

Chroniqueurs : Francis Combes,  
Catherine Destom-Bottin, Sylvie  
Larue, Patricia Latour, Stéphane  
Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte,  
Jean-Claude Faure, André Pacco.

cerises@plateformecitoyenne.net



**MEDIAPART**



**Hypocrisie.** Avant de faire scander par le public de la grande scène de la fête de *L'Humanité* "Unité, unité !", Pierre Laurent, la veille, lors de la réception des personnalités invitées, avait déclaré : « *il a beaucoup parlé de la force du peuple, ce candidat que nous avons soutenu à l'élection présidentielle, lui n'est pas là mais le peuple il est là (...). Je ne crois pas qu'il suffit de continuer à entonner les sirènes démagogues quand on a vu combien, dans la confusion politique, elle pouvait servir des forces aussi contraires et opposées* ». Depuis près d'une semaine, les défenseurs du parti ne cessent de trouver ces propos normaux.

**Visionnaire.** Patrick Braouezec, président de Plaine Commune (93), a décidé de réintégrer le PCF. Après un *mea culpa* à propos de son soutien à Emmanuel Macron lors de l'élection présidentielle (qui l'a déçu... sans blague !), il estime maintenant que le PCF est « *la seule force politique qui permet d'espérer construire une alternative de gauche* ». Et d'indiquer : « *Je suis toujours convaincu que la forme 'parti', n'est pas la plus adéquate. (...), mais je pense qu'on a besoin de colonne vertébrale, pour reconstruire quelque chose et je crois que le Parti communiste est cette colonne vertébrale* ». Sans commentaires.



**Recul.** Le gouvernement est de moins en moins clair concernant l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes, annoncée précédemment pour 2018. La secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, a annoncé la tenue préalable d'« *états généraux de la bioéthique* » et a dit « *ne pas préjuger du débat parlementaire* ». Ce flou est à mettre en relation avec le point de vue de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn et avec celui du ministre... de l'Intérieur, Gérard Collomb, pour qui une telle réforme n'est « *pas une priorité* ».

**Timide avancée.** La Cour de cassation a récemment fait un pas vers la pleine reconnaissance de la filiation d'enfants nés de gestation pour autrui réalisées à l'étranger. Elle a ainsi indiqué que « *L'adoption de l'enfant du conjoint, même dans le cadre d'un recours à la GPA à l'étranger, est possible, dès lors*

## Coup de torchon



### Que les bouches se ferment !

Selon certains commentateurs politiques, manifester contre le lessivage du Code du travail et le nouvel abaissement généralisé des protections du salariat serait illégitime. Leur argument : Emmanuel Macron avait annoncé la couleur avant d'être élu et la République en marche a obtenu la majorité absolue aux législatives de juin. Donc selon eux, si Marine Le Pen avait été élue, nous n'aurions pas le droit non plus de manifester face aux mesures xénophobes ou antisociales que n'aurait pas manqué de prendre le Front national. Et si Jean-Luc Mélenchon, La France insoumise et les communistes réunis avaient passé la rampe ? Nul doute qu'on aurait pu compter, de la part de ces commentateurs, sur un appel à la sagesse et au légitimisme, face à un Medef entré en résistance...

Ces petits marquis font mine d'oublier qu'Emmanuel Macron n'a pas été élu sur son programme de déglissement du système social et de satisfaction des exigences patronales. Mais sur le déglissement de partis de droite et de gauche sclérosés et corrompus. Ainsi que sur le refus de voir Le Pen aux manettes, avec la sortie de l'euro pour horizon.

Et faut-il leur rappeler que pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République le nombre des abstentionnistes aux législatives de 2017 a été supérieur, au premier comme au deuxième tour, à celui des votants. Et que si l'on ajoute à ces boycotteurs, ceux qui ont voté blanc ou nul, c'est plus de 61 % du corps électoral qui a fait la grève des urnes le 18 juin dernier. Emmanuel Macron a été élu par 15 % des électeurs. Et il faudrait fermer notre bouche ?

● Philippe Stierlin

que les conditions légales sont réunies et que l'intérêt de l'enfant est avéré », cela sous certaines conditions. L'Association des Parents et futurs parents Gay et Lesbiens (APGL) a exprimé sa satisfaction, cette décision constituant une avancée vers la reconnaissance de la filiation du parent d'intention. Mais elle a déploré « *cette pratique des petits pas qui laisse encore trop d'inégalités face à la reconnaissance pleine d'un enfant par chacun de ses parents qu'il soit statutaire ou social* ». Et d'appeler E. Macron à « *ouvrir le chantier de la question des filiations en donnant toute sa place à la filiation d'intention, à cette volonté portée et assumée par des femmes et des hommes qui en conscience fondent des familles au-delà des liens biologiques* ».

**Oscar ?** 120 battements par minute, le formidable film de Robin Capillo sur Act Up Paris et la lutte contre le sida des années 90 (lire [ici](#)) connaît un gros succès en France. Le film représentera la France aux Oscars et pourrait bien triompher, en janvier, dans la catégorie du meilleur film

étranger. Face à l'Amérique de Trump, vive la salubrité publique !



**Tic tac tic tac...** Le nouveau numéro de *Regards* vient de paraître. Outre un portrait critique de Gérard Collomb et un reportage sur la situation dramatique des migrants de la Porte de la Chapelle, son dossier porte sur... la révolution bien sûr. Mais l'approche est originale : « *Un siècle après octobre 1917, peut-on encore vouloir la révolution ? Quelle tête aurait cette révolution, aujourd'hui ? Sans doute très différente de ses aînées du XX<sup>e</sup> siècle, mais pas forcément ignorante des rêves et des échecs du passé* ». Passionnant ! + d'infos sur [regards.fr](#) ●

# L'Amérique latine post-neolibérale, devenirs et entraves

**Alors que des crises économiques, politiques, sociales frappent les expériences “progressistes” latino-américaines, revenir sur leur genèse, leurs succès et les obstacles rencontrés est utile à la compréhension, estime Christophe Ventura.**

Je partirai de l'état de l'Amérique latine à la genèse du cycle “progressiste”.

Il faut d'emblée s'arrêter sur les mots utilisés pour définir ce cycle. On qualifie généralement les processus latino-américains de “progressistes”, terme utilisé de manière différente chez nous. On les qualifie parfois aussi de gauche mais à mon avis c'est insuffisant. Définir ce cycle plutôt comme “post-néolibéral” correspondrait davantage à la situation. On peut aussi parler d'expériences national-populaires ou de progrès humain, pour être dans un langage un peu plus proche du nôtre.



Chercheur à l'IRIS, Christophe Ventura a réalisé un grand nombre de missions en Amérique latine.

(Brésil, Mexique, Amérique centrale, Venezuela). Journaliste, il publie régulièrement dans divers journaux et revues dont *Le Monde diplomatique*. Il est rédacteur en chef du site [Mémoire des luttes](#). Engagé dans le milieu associatif international, il a participé à la conception et l'organisation des Forums sociaux mondiaux depuis leur fondation en 2001.

Ci-contre l'intervention, relue et augmentée de Christophe Ventura, en août 2017, lors des [Amfis](#) de la France insoumise, à Marseille, lors de l'[atelier](#) “Quand la gauche est pouvoir : quels enseignements de l'Amérique latine ?”

Je voudrais en venir aux conditions dans lesquelles tout cela a émergé, pour essayer d'identifier les obstacles, les questions, les configurations dans lesquels ces projets se sont développés, sans que jamais ces pays ne réussissent finalement à atteindre 100 % des objectifs fixés, et en avançant toujours dans une certaine adversité.

## Des affinités inédites et des spécificités

On peut situer le début du cycle post-néolibéral en 1998 avec la première élection de Hugo Chavez au Venezuela. Il s'agit donc d'une période de quasiment 20 ans jusqu'à aujourd'hui et qui a vu au début des années 2010 une majorité de gouvernements latino-américains - surtout sud-américains (les 12 pays qui constituent le cône sud) - s'inscrire dans cette dynamique “progressiste”. Ces gouvernements partageaient des affinités tout à fait inédites parce qu'à la fois d'ordre idéologique, économique, mais aussi d'ordre personnel, ce qui a beaucoup joué. Une génération de dirigeants a émergé, en particulier au Sud, et se sont jouées aussi des histoires d'affinités personnelles entre dirigeants comme l'Amérique latine n'en avait jamais connues.

Il y avait au départ beaucoup de diversité d'expérience à de nombreux égards, parce que les configurations nationales sont toujours différentes, ce qu'il faut prendre en compte. Les configurations nationales constituent la base - l'écosystème - dans laquelle doit se penser et se construire l'internationalisme, sans quoi il n'existe pas. Ces pays avaient donc des

niveaux de développement différents, des appareils productifs différents, des histoires politiques différentes et ils offraient une diversité de savoir-faire et de capacité économiques, des positions différentes dans la hiérarchie mondiale des nations.

**Ces gouvernements sont nés sur les ruines du cycle précédent, celui de la “décennie perdue”, du néolibéralisme qui avait laissé ces sociétés latino-américaines disloquées, écrasées sous le poids du consensus de Washington.**

Mais ils avaient des points communs, qui se sont confortés au fil des ans sous l'impulsion initiale de Hugo Chavez. J'en dégagerai trois.

## Apurer la dette sociale

Le premier point est la centralité de la question de la dette sociale. Tous ces gouvernements sont nés sur les ruines du cycle précédent, celui de la “décennie perdue”, du néolibéralisme qui avait laissé toutes ces sociétés latino-américaines disloquées, écrasées sous le poids du consensus de Washington, pour résumer. Tous avaient en commun l'urgente nécessité de payer la seule dette qui valait, la dette des États



Madura (Venezuela) : des paysans récupèrent la terre d'un grand propriétaire terrien, une initiative parmi d'autres pour tenter de faire face à l'offensive de la droite sur les territoires (© franceamericatelatine.org).

envers les populations. Tous les gouvernements ont œuvré à cet objectif, avec des moyens, des types de politique différents.

On a pu voir se développer des programmes sociaux directement financés par l'État, par exemple, sous forme de programmes d'allocations et d'interventions en matière de santé, d'alimentation, d'éducation, d'infrastructures, etc., comme au Venezuela avec les *misiones* bolivariennes. On a vu des "transferts monétaires conditionnés", le modèle emblématique étant la *bolsa familia* brésilienne qui a sorti 40 millions de Brésiliens de la pauvreté. Je parle d'individus, et si l'on replace les individus dans le cadre des familles, c'est quasiment la moitié des Brésiliens qui sont sortis de la pauvreté. Dans ces systèmes, l'État donne à un individu (en général la mère de famille) une allocation qui permet aux gens de sortir de la pauvreté, de s'insérer dans la consommation nationale, la consommation populaire. En échange de cette allocation, les familles s'engagent sur un certain nombre de points, en particulier l'éducation et les questions sanitaires pour les enfants. C'est donc une forme d'investissement sur la génération d'après. On tente de sortir la famille de

sa pauvreté concrète, au présent, et on essaie de mettre en place un investissement sur la nouvelle génération, de sorte qu'elle puisse s'insérer avec un autre capital - au sens de Pierre Bourdieu - dans la société, sur le marché du travail, etc.

**Les politiques d'acquittement de la dette sociale, une réussite, ne sont pas un projet en soi révolutionnaire. Mais ce sont des transformations et des changements déjà profonds dans des sociétés lacérées par la pauvreté et les inégalités.**

C'est une logique que l'on pourrait discuter parce que ce n'est pas un projet en soi révolutionnaire, il s'agirait plutôt d'un projet qui vise à insérer les gens dans la société telle qu'elle est. Mais dans le même temps, ce sont des transformations et des changements déjà profonds et

radicaux lorsqu'ils adviennent dans des sociétés qui sont littéralement lacérées par l'indigence, la pauvreté et les inégalités. Ces dernières connaissant des niveaux dont nous n'avons pas idée lorsque nous vivons en Europe - et quand bien même dans cette Europe austéritaire dont nous souffrons. Il n'y a aucun point de comparaison possible de ce point de vue.

Tous ces gouvernements ont mené cette politique d'acquittement de la dette sociale, qui a été une réussite. Les organismes internationaux tels que les Nations Unies, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) l'attestent. Sur tout ce qu'on appelle les Objectifs du millénaire pour le développement promus par les Nations Unies, l'Amérique Latine est la région du monde qui a été le plus loin. C'est en Amérique latine qu'on trouve les meilleures performances, et jusqu'en 2013 dans les pays qui sont les plus avancés dans les processus politiques qui nous intéressent, le Venezuela, la Bolivie, etc.

#### **Des crises sociales et politiques à la stabilité démocratique**

Le deuxième point commun à tous ces pays est celui de la démocratie. En effet, une autre caractéristique de ce cycle, c'est la stabilité démocratique, inconnue dans la région depuis plusieurs décennies. La restauration démocratique latino-américaine des années 1980 est allée de pair avec l'installation du néolibéralisme dans ces démocraties. Les deux dimensions sont conjointes et indissociables. Cette combinaison a mené les sociétés latino-américaines à vivre nombre de convulsions politiques durant les années 1990 (instabilité des gouvernements, crises sociales et politiques à répétition, corruption, etc.). C'est ce qu'il faut avoir présent à l'esprit pour comprendre les conditions dans lesquelles les processus progressistes ont émergé et dû se développer.

La dimension démocratique a donc signifié stabilité, processus d'implication et de consultation populaires tous azimuts. Certains parlent même, de manière critique, de démocraties "hyper-électives", où l'on passe son temps en campagnes électorales qui stimulent les effets de polarisation. Le Venezuela, par exemple, vit depuis 20 ans quasiment en permanence en campagne électorale. Cela mobilise des énergies, cela mobilise l'État, les militants, les citoyens, des moyens, en permanence, au détriment du temps et des ressources à investir ailleurs, par exemple dans les modifications de l'appareil productif, la formation de cadres nécessaires pour construire une véritable administration, au minimum pour avoir une administration loyale. Ce sont des problèmes auxquels ont été confrontés les gouvernements, et qui ont contribué à leur faiblesse ultérieurement. Sans développer ici, la bataille démocratique, ce sont évidemment aussi l'extension et la constitutionnalisation des droits des populations autochtones, des droits indigènes, etc., qui ne vont pas sans créer nombre de contradictions et de tensions au cœur même de ces processus.

### **Émancipation de chaque nation et intégration régionale**

Le troisième point commun entre ces gouvernements, dont on ne parle pas souvent, est celui de l'intégration régionale : l'idée que le destin d'émancipation de chaque nation latino-américaine était lié à la capacité de toutes à travailler dans une dynamique d'intégration et de coopération interrétatiques. Et cela sur un modèle qui n'a rien à voir avec l'Union européenne parce qu'il ne s'agit pas du tout de modèles où sont construits des instances supranationales qui s'autonomisent des États. Il s'agit, en Amérique latine, d'une autre tradition, intergouvernementale - qui a pu fonctionner à plein du fait des affinités de ces gouvernements, y compris des chefs d'État, évoquées précédemment -, qui a permis d'aller vers des approfondissements de coopérations économiques, commerciales, géopolitiques, en matière d'infrastructures, d'échanges de savoir-faire, qui ne s'inscrivaient pas toujours, et même pas souvent, dans des logiques de rentabilité marchande. Ce sont tous ces échanges qu'on

qualifie parfois de manière un peu rapide, voire un petit peu méprisante peut-être, de troc. Mais ce sont des coopérations politiques de très haut niveau où les pays vont s'impliquer pour poursuivre conjointement des objectifs de développement "inclusif", terme que l'on retrouvait beaucoup dans le vocabulaire latino-américain.

## **La dimension démocratique a signifié stabilité, processus d'implication et de consultation populaires tous azimuts (...) l'extension et la constitutionnalisation des droits des populations autochtones, des droits indigènes, etc.**

Cette intégration régionale a engendré un certain nombre de nouvelles institutions : l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), en 2004, qui est en fait une réponse géopolitique à l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques) promue à l'époque par les États-Unis. Ensuite l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) qui est le premier forum politique sous-continentale, un mécanisme de dialogue politique à l'échelle sud-américaine, sans les États-Unis. Ce point est fondamental. Pour la première fois, des forums de dialogue se mettent place sans les Américains. Jusqu'ici, seule existait l'Organisation des États américains (OEA) dont le siège est à... Washington. Et puis vient la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) en 2011 qui a la même logique au niveau continental cette fois.

### **Une ligne diplomatique cohérente et commune**

La conviction de ces gouvernements était qu'il fallait modifier la hiérarchie mondiale des pouvoirs et œuvrer à une diversification de la puissance au niveau international. Ce qui ne veut pas dire, encore une fois, qu'il s'agissait d'or-

ganiser un renversement du système international. Dans une première étape, il a surtout fallu s'insérer, construire un rapport de force pour bâtir une nouvelle hiérarchie et gagner des espaces dans ce système. Cette direction s'est traduite par la construction progressive, à partir du milieu des années 2000, d'une géopolitique sud-sud qui est passée par Pékin, Moscou, Téhéran, l'Inde, etc. Cette dernière est généralement restée incomprise en France parmi les experts patentés, les médias, etc. Les pays latino-américains - et pas seulement le Venezuela pointé depuis 10 ans dans les journaux pour ses relations avec l'Iran et les Chinois -, sont sur cette ligne, défendent des positions similaires sur des grands conflits de l'ère post Bush. Je pense au dossier syrien, libyen, à l'Iraq, etc. Tous les pays latino-américains avaient une ligne diplomatique cohérente et commune.

Sur ce plan, il y a une fausse représentation qui voudrait insérer une ligne de division au sein des gauches entre une "bonne gauche" respectable, en phase avec les positions des chancelleries responsables de la planète, et une gauche contestataire, radicale, qui en fait participerait à construire "l'axe du mal". C'est une représentation totalement erronée.

Voilà ce que ces gouvernements ont eu en commun.

### **Obstacles et limites structurelles**

Quels ont été les obstacles auxquels ces pays se sont heurtés ?

Les gouvernements post-néolibéraux se sont déployés dans des États défailants, quasiment faillis, dont l'histoire n'avaient rien à voir avec la sédimentation qui a présidé à la construction des nôtres en Europe. Alors qu'en Europe on se bat depuis 15 ans contre le "détricotage" de l'État social, les Latino-Américains ont dû essayer, à la fin des années 1990, de le construire. Au Venezuela, en Equateur ou ailleurs, quand ces gouvernements prennent les responsabilités, l'État est inexistant dans certains endroits du territoire, l'administration étatique est absente. Le néolibéralisme est passé par là, dans sa forme la plus radicale.

Il a donc fallu construire des institutions sociales. Première difficulté.

Deuxième difficulté : arriver au gouvernement, ce n'est pas disposer de tous les pouvoirs. C'est disposer d'un pouvoir parmi d'autres pouvoirs dans la société. Et ce pouvoir, il faut le négocier en permanence, se confronter en permanence à l'administration présente, qui n'est pas automatiquement favorable au nouveau projet de société que vous portez. Au contraire ! Le nouveau pouvoir est confronté aux pesanteurs institutionnelles, mais aussi à une administration qui peut au minimum saccager le travail par sa passivité, ou activement démonter les décisions ou les politiques à mettre en place.

Le secteur privé hyperpuissant est un des autres obstacles. Au Venezuela, par exemple, le secteur privé n'a jamais été aussi fort que sous le chavisme, et c'est une contradiction. Le secteur privé n'a pas été éradiqué au Venezuela, au contraire, il a toujours existé. Ce secteur peut évidemment faire un coup d'État, s'y associer, mais aussi, simplement par pesanteur, gripper l'économie, ne pas participer loyalement au nouveau projet politique.

Il y a aussi la question des cadres, dont la fonction n'est pas de parer à l'urgence mais de stabiliser et institutionnaliser des orientations politiques et économiques à long terme. Et c'est là, à mon avis, un des échecs de ces pays.

Voilà quelques-uns des problèmes auxquels tous ces gouvernements ont été confrontés.

### **Une usure politiques et idéologique**

Autre limite qu'il est possible de souligner. Les politiques des gouvernements progressistes ont amélioré les conditions d'existence de dizaines de millions de Latino-Américains dont une partie significative a rejoint les classes moyennes (les classes consommatrices). Ces dernières, mobilisées par des problématiques d'accès à toujours plus de mobilité sociale et individuelle, se sont peu à peu distancées de ces gouvernements, jusqu'à se mobiliser contre (Brésil, Argentine, Equateur, Venezuela, etc.). Ceci est un point clé de la compréhension des

contradictions et des difficultés rencontrées par la gauche dans la région. Dans le même temps, l'exercice quotidien du pouvoir a éloigné ces gouvernements de leurs bases militantes. Un certain endormissement politique et idéologique les a affaiblis lorsqu'il fallait faire face à la montée des oppositions. Quelles politiques pour les classes moyennes pré-existantes et émergées ? Voici une question déterminante et complexe pour la gauche au pouvoir. En Amérique latine comme ailleurs.

## **Ces gouvernements avaient en commun l'idée que le destin d'émancipation de chaque nation était lié à la capacité de toutes à travailler dans une dynamique d'intégration et de coopération interétatiques.**

### **Le poids des paramètres géopolitiques**

Dernier problème, l'environnement géopolitique qui pèse vraiment très lourd en Amérique latine. Je ne m'attarderai pas longuement sur les prétentions hégémoniques des États-Unis dans la région, leur rôle direct ou indirect dans toutes les tentatives de déstabilisation, leurs pouvoirs immenses pour freiner et mettre sous pression des gouvernements (sanctions, étouffement financier et commercial, surveillance, financement et formation des oppositions, etc.). Non plus sur le rôle des campagnes médiatiques internationales visant à disqualifier et diaboliser les processus de gauche.

D'autres paramètres géopolitiques régionaux, en partie liés, sont moins signalés. On ne peut pas comprendre, par exemple, la révolution bolivarienne et les investissements - y compris financiers - du Venezuela dans la région sans prendre en compte l'alternative que ces pays ont voulu apporter en faisant échec

à la zone de libre échange nord-américaine qu'essayaient d'imposer les États-Unis. Le projet américain ayant été mis en échec en 2005, il fallait que les gouvernements progressistes offrent des mécanismes de coopération financière et commerciale pour aider les pays qui acceptaient de ne pas coopérer avec les États-Unis. Ainsi, le Venezuela a financé des pays, à perte, pour contribuer à éponger des dettes souveraines - je pense à l'Argentine par exemple - ou à compenser ce que ces pays n'obtenaient plus du FMI ou de la Banque mondiale par exemple.

Cette politique a permis au Venezuela de développer sa diplomatie d'influence, d'obtenir un statut de puissance d'influence régionale, et de renforcer la Révolution bolivarienne en interne. Mais elle a eu un coût aussi.

Ces engagements représentent un tribut géopolitique qui pèse sur les potentialités ultérieures, et lorsque la crise économique vient, ces dynamiques grèvent la stabilité et le développement des processus.

Cet exposé n'est certainement pas exhaustif mais permet, je l'espère, de saisir certains aspects structurants de notre réflexion collective sur un sujet qui nous interpelle tous, quel que soit le continent sur lequel nous vivons.

Sur les expériences latino-américaines, (re)voir aussi, les entretiens avec Franck Gaudichaud :

- Amériques latines - Utopies concrètes et émancipations, *Cerises* n°171, 22/09/2013
- Amériques latines entre reflux des progressismes et expériences alternatives, *Cerises* n°314, 24/02/2017

● **Cerises**

# Vive la publicité !

**A**écouter Macron et son gouvernement, il n'y aurait rien à dire face à sa politique. Il a gagné la présidentielle, obtenu une majorité confortable à l'Assemblée. La démocratie aurait parlé, aucune légitimité à contester, manifester, protester. En tenant ce discours, le président est-il bien fidèle à la doctrine politique libérale qu'il confesse ?

Car certes, la démocratie, c'est le pouvoir du peuple et donc de la majorité qui s'exprime dans les urnes. Ce n'est pas rien. Pendant des siècles, les rois décidaient seuls, la majorité n'avait qu'à se taire. Ce principe reste un combat qui reste à faire reconnaître dans certains endroits. Sans parler des dictatures, les Kurdes comme les Catalans se voient refuser le droit même de pouvoir se prononcer majoritairement sur leur volonté quant à l'indépendance. Dans notre société, les mécanismes du découragement, de l'exclusion, le caractère formel de la démocratie bourgeoise font que les classes populaires s'éloignent du vote. Et que la minorité décide pour la majorité.

Mais le pouvoir de la majorité, est-ce suffisant pour qu'il y ait démocratie ? En bon libéral politique, Macron devrait donner de l'importance - n'oubliant pas le texte *Le paradoxe politique* de son maître Paul Ricoeur - à la séparation des pouvoirs, à la liberté de la presse, l'État de droit...

Il y a encore un principe, qu'il a clairement oublié au moment de la préparation de ses ordonnances : le principe de publicité dans l'espace public. Et pourtant, il devrait particulièrement lui tenir à cœur.

Emmanuel Macron aurait affirmé à l'écrivain Philippe Besson qui l'a suivi pendant sa campagne - et en a fait un livre - ne pas s'intéresser aux intellectuels français comme Régis Debray, Emmanuel Todd, ou Michel Onfray et leur préférer Jürgen Habermas. « *On se situe à un autre niveau* », dit-il.

Justement, le premier grand livre du philosophe allemand, *L'espace public*, parle de cela. Il raconte l'émergence progressive avec les Lumières d'un espace public. Un lieu où s'échangent les idées. Pour cela il faut des médias - d'abord des gazettes, aujourd'hui Internet ou la télévision - où les idées se confrontent. L'élaboration d'une idée dans son coin est suivie d'une confrontation aux autres opinions, mise à l'épreuve salutaire.

Cette confrontation dans l'espace public ne concerne pas que le débat d'idée, il concerne aussi l'action publique. L'espace public naît avec l'idée de publicité. Pendant longtemps, le principe de secret présidait aux décisions royales - et continue dans le monde économique, non démocratique. L'idée de publicité émerge au contraire avec celle de démocratie. Les décisions publiques seront d'autant meilleures que leur projet aura été rendu public, débattu, soumis au feu des critiques, confronté à des réalités auxquelles les gouvernants n'avaient pas pensé.



L'espace public selon Macron.

Ce qui ne s'est pas passé pour les ordonnances sur le code du travail. Elles ont été concoctées dans le secret. Jamais complètement présentées aux syndicats qui ont découvert les textes précis quelques heures avant qu'ils soient rendus publics. Et annoncées au public dans la foulée.

Découvrant petit à petit leur contenu, la majorité des unions locales et syndicats de FO, dans certains secteurs la CFDT, la CFTC et l'UNSA rejoignent progressivement les syndicats qui refusaient déjà les ordonnances. Petit à petit, que Macron le veuille ou non, la publicité des ordonnances fait débat dans l'espace public et il va peut-être découvrir qu'il a eu tort de négliger un principe de sa propre philosophie politique...

● Stéphane Lavignotte





## Polars policiers

**E**lle est déjà loin l'époque où défendre la littérature policière était un acte quasiment révolutionnaire. Il est vrai que le polar a longtemps été considéré comme un genre subalterne, une forme de sous-littérature. Mais ce temps est révolu. Depuis Dashiell Hammett au moins, le roman noir ou policier a gagné ses lettres de noblesse littéraires et il est souvent considéré comme la forme romanesque qui permet le plus aisément de parler de la société et de ses dessous. Genre réputé populaire, le polar a de plus permis une démocratisation relative, non seulement des lecteurs, mais aussi des auteurs. Beaucoup d'auteurs de polar sont ainsi devenus des écrivains reconnus, sans être sortis du sérail et sans appartenir à la bourgeoisie intellectuelle.

Mais, comme la vie sociale et culturelle nous en donne assez souvent l'exemple, et selon un principe bien connu de la sagesse antique et dialectique, une chose peut se changer en son contraire. Ce qui était méprisé hier fait aujourd'hui l'objet d'une reconnaissance générale et consensuelle. Quelle est la ville, la bibliothèque ou la librairie qui ne sacrifie pas, à un moment ou l'autre de l'année, au plaisir du polar ? Il y a aujourd'hui en France quelque 170 salons consacrés à ce genre.

Phénomène bien plus significatif encore (et qui excède la littérature) : la place occupée par les fictions policières sur les antennes. Le polar est omniprésent. Qu'il soit d'origine américaine (le plus souvent), française (de temps en temps... mais souvent calqué sur le modèle US) ou parfois européenne (britannique, nordique, allemande ou italienne), le polar est partout. Sur toutes les chaînes et tous les soirs... Et *canal +* vient d'annoncer ce que nous attendions tous : le lancement d'une chaîne qui lui sera entièrement dédiée. Elle va se nommer, évidemment, Polar +.

Exit les anciens héros des feuilletons. Finis les mousquetaires et les bretteurs des romans de cape et d'épée. Finis les héros des romans de chevalerie, les compagnons de la Table ronde, Ivanhoé ou Thierry La Fronde. Finis les globe-trotters, les aventuriers, les explorateurs et les Rouletabille. Finis bien sûr les hors-la-loi, les Robin des Bois, et finis les héros "antisociaux", les bandits d'honneur qui volent aux riches pour donner aux pauvres, lesquels ont pourtant joué un rôle si important dans notre imaginaire collectif, les pirates, les Cartouche, les Mandrin, les Arsène Lupin. Finis bien sûr les révolutionnaires, les



révoltés et très rares les résistants. Finis même dans le registre para-policier les détectives privés comme Nestor Burma qui ne manquait pas de charme.

Le héros d'aujourd'hui est un policier. Souvent aussi un gendarme. (La différence n'est pas si grande...) Certaines séries se sont spécialisées dans la mise en scène de ce nouveau type de héros dans les lieux les plus divers. Vous pourrez ainsi suivre des épisodes qui auront pour thème : meurtre à Oléron, meurtre en Provence, meurtre en montagne, meurtre en bord de mer, en banlieue ou dans les vignes. Le cadre change, mais l'histoire et sa morale ne changent guère.

Or cette omniprésence de la fiction policière devrait nous interroger.

Quitte à choquer, nous risquons ce truisme provocateur : ce n'est peut-être pas pour rien que le genre en question est nommé "policier".

Pour qu'il y ait fiction policière, il faut, bien sûr, qu'il y ait crime. (Il y a d'ailleurs, d'après un haut cadre travaillant avec la police, beaucoup plus de crimes de toutes sortes et beaucoup plus de *serial killers* à la télévision que dans la vie réelle).

Le crime, dans une société somme toute plutôt tranquille, est sans doute l'événement le plus extraordinaire, le plus dépay-sant, le plus "distrayant".

Il faut aussi une énigme et des enquêteurs. Mais on s'aperçoit vite que les ficelles de la *detective story* télévisée sont toujours à peu près les mêmes. Systématiquement, les auteurs vous proposent des suspects crédibles qui seront les uns après les autres innocentés avant que soit démasqué le vrai coupable (qui était évidemment le moins évident). Ce qui ôte beaucoup d'intérêt intellectuel à la solution de l'énigme.

Quant au mobile, une fois sur deux, il tient à la jalousie, même dans les cas où l'argent semblait être le motif le plus probable. Si le riche ou le patron est souvent soupçonné, dans un premier temps, en général le tir est finalement dévié. Pour éviter sans doute de tomber dans le cliché. (Alors que ces téléfilms les accumulent). Quand bien même le système économique semble parfois visé, ce sont les écarts à la norme, les comportements délinquants qui sont épinglés et non le système lui-même. Et au bout du compte, la victoire revient à la police (toujours travailleuse et dévouée) et l'ordre est rétabli. La norme triomphe.

Il ne faudrait pas nous pousser beaucoup pour nous faire avouer que c'est là le but même de ce type de fiction : rétablir l'ordre, sur les écrans comme dans les esprits. Pas besoin de nous mettre en garde à vue ni de nous braquer une lampe dans la figure !

(D'ailleurs, c'est parce qu'ils sont conscients du caractère piégé du polar que certains parmi les meilleurs auteurs du genre, tels Frédéric Fajardie, ont cherché à s'en évader).

Peut-on sérieusement imaginer que l'administration de ce genre de fiction, à haute dose, en perfusion télévisée, tous les soirs, à des millions de patients, même si elle est indolore (et peut-être d'autant plus qu'elle est indolore et distractive) puisse être sans effet sur les mentalités collectives, sur la peur de l'autre, la crainte de tout événement qui introduirait du "désordre" ? Signe des temps : celui qui chantait « *société tu ne m'auras pas* », embrasse maintenant la police...

L'esthétique mise en œuvre, elle-même, contribue à ce "maintien de l'ordre". La forme est quasiment toujours naturaliste. Elle relève non pas de la transformation imaginaire et plus ou moins poétique du réel mais de sa copie, apparemment reconnaissable et donc supposée conforme.

Parmi les ingrédients obligés de ces séries, il faudrait citer aussi les traumatismes de l'enfance, l'inceste et la pédophilie, (la zoophilie, jamais !), les troubles de l'identité sexuelle ou les effets meurtriers du refus des différences... Il y a obligatoirement dans ces fictions un reflet des tendances morales à l'œuvre dans la société et de ce qui y est perçu comme "bien pensant".

Autre pont-aux-ânes : les policiers aujourd'hui ont une âme et des problèmes de cœur. Ces à-côtés sentimentaux (vont-ils enfin s'embrasser et coucher ensemble ?), qui évoluent d'épisode en épisode, au lieu d'être marginaux jouent un rôle essentiel. Ils suppléent le manque d'intérêt de l'intrigue criminelle. Mais ils ont aussi pour objet de rendre les personnages plus proches, afin de favoriser l'*identification*, comme aurait dit Brecht. C'est ainsi que les policiers ont des problèmes de couple, des soucis avec leurs enfants ou leurs parents... Parfois aussi des vices dont ils ont du mal à se débarrasser, comme l'addiction à l'alcool ou aux médicaments... Enfin, tout ce qu'il faut pour que les héros soient imparfaits et donc humains.

Seuls quelques feuilletons échappent à ce "sommet de platitude", grâce le plus souvent à l'humour. L'humour est toujours décalé. Il est plus exactement toujours "décalage". Il introduit une distanciation avec le sujet et empêche de le prendre tout à fait au sérieux. Du coup, il ménage une place à l'intelligence. Exemple de cette pratique plus subversive qu'il n'y

paraît : la série d'adaptations assez libres baptisée *Les Petits meurtres d'Agatha Christie*. Ce qu'on nommait autrefois "l'esprit", ce mélange d'ironie, de légèreté et d'humour qui fut pendant si longtemps caractéristique de la culture française (ou anglaise), et qui est aujourd'hui assez passé de mode, semble devenir presque subversif, pour cette raison que par sa présence dans une fiction il désigne la distraction comme distraction. Et donc la démystifie.

**L'administration  
de ce genre de fiction,  
à haute dose,  
en perfusion télévisée,  
tous les soirs,  
à des millions de  
patients (ne peut ) pas  
être sans effet sur les  
mentalités collectives,  
sur la peur de l'autre,  
la crainte de tout  
événement  
qui introduirait  
du "désordre".**

